



Retrouvez le MNR
sur internet
www.m-n-r.com
(site mis à jour quotidiennement)



Islamisation, ça suffit, défendons la République

Lire le dossier pages 4 et 5

Le gouvernement institutionnalise un islam radical • Le tchador, les interdits alimentaires, la polygamie se banalisent • La France doit affirmer son identité européenne et chrétienne

sommaire

- ↳ Communiqués du MNR p. 2
- ↳ Raffarin capitule devant l'extrême-gauche syndicale.....p. 3
- ↳ Islamisation, ça suffit ! Défendons la République..... p. 4
- ↳ Immigration : Sarkozy fait une politique de gauche..... p. 8
- ↳ Bravo, Madame Bardot.....p. 10
- ↳ Vie du mouvement.....p. 11

Régionales 2004 : une liste MNR dans chaque région

 lire page 6

Édito



Régionales 2004 : ensemble, relevons le défi !

Après un an d'état de grâce, le gouvernement se trouve enfin confronté aux réalités et, comme c'était prévisible, il n'est pas différent de ses prédécesseurs. Ses réformes ne résolvent pas les problèmes, il recule devant les grévistes et laisse le désordre perdurer dans le pays. Notre projet de renouveau national est donc plus nécessaire que jamais et c'est pourquoi nous devons être présents dès l'année prochaine aux élections régionales.

Le MNR a pris la décision de présenter une liste dans chaque région en demandant aux candidats, aux adhérents et aux sympathisants d'en assurer le financement. C'est un défi difficile à relever mais je suis convaincu que nous pouvons réussir ce pari et frapper de stupeur nos adversaires qui voudraient nous voir morts. Nous avons déjà réussi des entreprises comparables pour la constitution des listes municipales et pour les parrainages de

maire à la présidentielle. Cette fois encore, grâce à vous, nous réussirons. Je vous invite donc à vous mobiliser pour la constitution de ces listes. Elles sont essentielles pour assurer notre avenir. Portez-vous candidats ou financez tout ou partie de la contribution d'un candidat. C'est un devoir. Si chacun d'entre nous s'engage dès maintenant, le pari est d'ores et déjà gagné. J'ai confiance en vous.

Bruno Mégret

Toute l'actualité du mois à travers une sélection de communiqués de presse officiels du MNR

14 avril

■ Élections au Conseil français du culte musulman : une légitimité donnée aux islamistes

Bruno Mégret déplore le succès remporté par l'UOIF aux élections du Conseil français du culte musulman. Ces résultats prouvent l'inanité de la politique de MM. Chirac, Raffarin et Sarkozy et montrent que cette organisation ne sera qu'un marché de dupes pour la France et les Français. Loin de canaliser l'islam pour le soumettre aux institutions républicaines, elle va renforcer les revendications musulmanes et tout parti-

culièrement celles des fondamentalistes. Ce conseil, tel qu'il vient d'être constitué, va donner un nouvel élan à ceux qui conçoivent la religion comme un instrument de conquête politique. Ils pourront exiger toujours plus de changements à nos propres règles sans accepter de leur côté celles de la république. En clair, le gouvernement vient d'accorder une légitimité au processus d'islamisation de la France.

22 avril

■ Islamisation : Sarkozy a ouvert la boîte de Pandore



Pour Bertrand Robert, membre du bureau national du MNR, M. Sarkozy a ouvert la boîte de Pandore en créant le Conseil français du culte musulman. Le ministre de l'Intérieur en a apporté la preuve lors de sa visite à la journée de l'UOIF puisque le fait de rappeler la loi française sur la question tout à fait mineure des photos d'iden-

tité a provoqué l'hostilité de l'assistance ainsi que des demandes pour changer la loi. Le gouvernement est au pied du mur et doit maintenant accomplir un acte fort d'autorité pour réaffirmer les principes de la laïcité républicaine. Bertrand Robert réclame dans cet esprit une loi de laïcité pour interdire sans équivoque le foulard islamique à l'école et dans tous les services publics.

15 mai

■ Paralysie des transports : le gouvernement doit prendre l'initiative d'une loi pour garantir les services publics



Philippe Fouché-Saillenfest, membre du bureau national du MNR, dénonce les grèves sauvages dans les services publics qui paralysent la vie nationale au mépris du droit des Français à la libre circulation. Il considère que les salariés de ces entreprises, qui bénéficient d'avantages particuliers, doivent accepter en

contre-partie les obligations liées au service du public. Philippe Fouché-Saillenfest demande au gouvernement de répondre à l'attente de millions d'usagers excédés et de déposer dans les meilleurs délais un projet de loi pour réglementer le droit de grève dans les entreprises publiques et garantir ainsi le service minimum auquel les Français ont droit.

27 mai

■ Yves Dupont se félicite de l'accord intervenu sur le projet Galileo



Yves Dupont, vice-président du MNR, se félicite de la signature de l'accord européen pour la réalisation du système Galileo. En s'unissant pour constituer un réseau mondial de localisation par satellite, les nations européennes démontrent qu'elles peuvent s'affranchir de la dépendance américaine et offrir au monde une alternative à la toute-puis-

sance des États-Unis. Yves Dupont considère qu'il est essentiel que les pays européens multiplient les initiatives de ce type dans tous les secteurs stratégiques, qu'ils soient militaires, économiques, scientifiques ou techniques. Alors que le moment est venu de tirer les leçons des différends américano-européens liés à la crise irakienne, il forme le vœu que tous les États de l'Europe agissent ainsi.

28 mai

■ Projet de loi sur les retraites : beaucoup de bruit pour rien



Loïc Le Hénand, membre du bureau national du MNR, constate que le projet de loi sur les retraites examiné ce matin en conseil des ministres fait beaucoup de bruit pour rien. Cette réforme est en effet plus efficace pour attiser la démagogie du Parti

socialiste et de la gauche en général que pour résoudre définitivement le problème. Aucune vraie mesure structurelle n'aura été prise et notamment aucun investissement n'aura été réalisé au profit des familles pour faire face à la chute démographique et assurer dans la durée le financement des retraites.

2 juin

■ Éducation : la droite recule sur des projets mineurs, elle capitulera sur les réformes majeures



Annick Martin, secrétaire générale du MNR, constate qu'une fois de plus la droite capitule devant la gauche. En annonçant le report à l'automne du projet sur l'autonomie des universités et en renvoyant au mois de septembre le dépôt devant le Conseil d'État du projet de décentralisation dans l'Éducation, le gou-

vernement fait preuve de faiblesse et d'amateurisme. M. Raffarin réussit en effet le tour de force de susciter une opposition considérable sur deux réformes mineures qui étaient loin à elles seules de pouvoir résoudre le problème de l'Éducation nationale. Son recul sur ces deux questions secondaires démontre que l'UMP n'ira jamais au bout de ses engagements sur les enjeux majeurs.

Le Chêne
REVUE DE POLITIQUE GÉNÉRALE

N°31 - juin 2003 - Directeur de la publication : Michel Colin
Fabrication : Thierry Bouzard Périodicité : Mensuel
Rédaction : 15, rue de Cronstadt 75015 Paris
Date de la parution : juin 2003 - Commission paritaire : n° 11309
Imprimeur : Roto Presse Numéris Livry-Gargan (93)

Carnet

La rédaction du *Chêne* est heureuse de vous faire part de la naissance d'Onésime Bonnet, fils d'Elvis Bonnet et de Valérie Martin de la fédération de la Loire. Félicitations aux heureux parents et meilleurs vœux de bonheur à Onésime.

Réforme des retraites, décentralisation

Raffarin capitule face à l'extrême-gauche syndicale

Réforme des retraites et décentralisation : il s'agissait des deux grands dossiers de l'année pour le gouvernement Raffarin. Tous disaient qu'ils ne céderaient rien dans ces domaines. Pourtant, il a suffi de quelques manifestations syndicales et de quelques grèves illégales pour que, petit à petit, de reculades en concessions, les syndicats communistes et trotskistes obtiennent une victoire politique que les urnes leur ont refusée il y a moins d'un an.

Le scénario est des plus classiques : il s'agit du désormais célèbre "troisième tour social" qui consiste en une large mobilisation de la gauche et de l'extrême gauche dans la rue lorsque les Français les ont rejetées aux élections. Et présentée comme sociale, cette mobilisation est en réalité particulièrement anti-sociale car elle consiste, pour quelques paresseux professionnels et privilégiés à paralyser l'activité économique du pays, à mettre gravement en péril certaines entreprises et leurs employés, et à empêcher les Français de travailler.

Et, cette année, le scandale des grèves illégales ou celui des étudiants empêchés de passer leurs examens est à la mesure du revers idéologique sans précédent que la gauche subit aujourd'hui.

D'ailleurs, l'opinion publique a massivement rejeté ces mouvements de grève organisés par des syndicats totalement illégitimes qui ne représentent pas plus de 3% des salariés. Malgré les sondages favorables diffusés par quelques médias complaisants, les Français sont exaspérés par les caprices intempestifs d'une gauche sectaire et archaïque.

Raffarin s'est couché

Mais si les gesticulations pitoyables de la gauche sont monnaie courante - et les Français s'y sont hélas habitués - il est en revanche important de noter que le gouvernement Raffarin s'est couché devant cette levée de bou-

cliers. De ce point de vue, il n'y a pas de rupture avec les précédents gouvernements. Déjà, en 1986, M. Chirac avait capitulé devant la gauche en retirant le projet Devaquet. Déjà en 1995, M. Juppé s'était discrédité en manquant de fermeté face à l'extrême gauche syndicale.

Aujourd'hui, M. Raffarin et ses ministres font preuve de la même faiblesse alors qu'ils disposent d'un président élu avec 80 % des voix et d'une majorité écrasante à l'Assemblée. Et il s'agit là encore de la même erreur stratégique. Par peur de la gauche, ils ne proposent que de petites réformes qui ne sont pas en mesure de résoudre les



Le gouvernement Raffarin cède face à des syndicats de gauche qui représentent à peine 3% des salariés français.

problèmes mais qui suscitent en revanche une très forte opposition. Dès lors, le gouvernement est pris au piège de la reculade. Car sa réforme est trop insignifiante pour justifier une épreuve de force. Et tel est bien ce à quoi nous venons d'assister. En cédant sur des aspects essentiels de ses réformes, le gouvernement a vidé celles-ci de leur substance et redonne à la gauche une légitimité considérable. Une

légitimité d'ailleurs sans fondement car elle ne repose que sur l'agitation. En seulement quelques semaines d'action conjointe, FO, la CGT et l'UNSA ont obtenu le report aux calendes grecques de plusieurs réformes essentielles dont celle des universités, ainsi que des concessions importantes sur le projet de décentralisation dans l'Éducation.

Le nécessaire affrontement

Tant qu'un gouvernement de droite n'osera pas remettre les syndicats de gauche à leur place et modifier la législation actuelle pour permettre l'émergence de nouvelles forces syndicales non affiliées à la gauche, tant que la pseudo-droite refusera l'épreuve de force avec le socialisme, toutes les grandes réformes économiques et sociales seront vouées à l'échec. Or, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, le gouvernement Raffarin n'a pas le courage politique d'affronter ses adversaires. Il préfère donc négocier ou même capituler pour préserver les apparences d'un dialogue social truqué.

Quoi qu'on puisse penser de la décentralisation à la mode Raffarin ou de la frileuse réforme des retraites qui ne prévoit aucune politique d'incitation à la natalité, il est navrant de voir le gouvernement de la France incapable de mener sa politique comme il l'entend dès lors qu'elle touche un tant soit peu à ce que la gauche considère comme son domaine réservé. Il est temps que viennent aux responsabilités du pouvoir de véritables hommes de droite. Sans complexe.

Nicolas Bay



Menaces pour la France

Islamisation, Défendons la

L'islam véhicule des pratiques, des coutumes et des valeurs qui sont incompatibles avec notre civilisation européenne et chrétienne. Pour éviter l'islamisation de notre pays qui provoquerait une grave régression de notre civilisation, il faut défendre la république. A commencer par le principe de la laïcité.

Le MNR n'est pas contre l'islam, il est contre l'islamisation de notre pays. Il faut en effet être particulièrement clair sur cette question très sensible. La liberté de culte, le droit d'honorer le dieu de son choix est, bien sûr, un droit essentiel que l'on respecte pleinement. Le MNR ne met donc nullement en cause le droit des musulmans actuellement présents en France à pratiquer leur religion. Et c'est d'ailleurs bien ce qu'ils font. Personne ne leur conteste ce droit. Ils ne sont nullement empêchés de pratiquer. Le problème n'est donc pas là.

L'islam incompatible avec la civilisation européenne

Le problème, c'est que les religions sont porteuses de civilisation et donc de valeurs, de pratiques, de coutumes, voire de lois, qui vont bien au-delà de l'exercice d'un culte, car elles mettent en jeu une conception de l'homme et du monde qui affecte, non seulement les croyants, mais tous les membres d'une société, qu'ils soient ou non pratiquants. Ainsi notre civilisation européenne est-elle profondément imprégnée de christianisme. Il suffit de se promener dans nos villes et nos campagnes marquées de cathédrales, de calvaires ou de chapelles. Il suffit d'observer notre calendrier ou d'examiner nos lois, notre morale et nos fêtes.

De la même façon, l'islam est porteur d'une civilisation qui a toute sa beauté et sa grandeur mais force est de constater que la civilisation islamique véhicule une autre conception de l'homme, de Dieu, du monde et de ses règles et qu'elle n'est pas, de ce fait, compatible avec notre propre civilisation.

L'islam est aussi un projet politique

Ainsi, par exemple, les femmes ne jouissent pas dans le monde musulman des mêmes droits et de la même considération que dans le monde européen. La polygamie y est de règle, les femmes doivent être voilées et se trouvent en permanence soumises aux hommes, parfois dans leur existence même.

Par ailleurs, et c'est bien connu, la religion musulmane ne fait pas la différence entre le spirituel et le temporel. Il n'y a pas dans le monde islamique cette notion, si importante chez nous, selon laquelle il faut "rendre à César ce

qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu". Dès lors, la loi islamique n'est pas qu'une loi religieuse, elle a la prétention d'être la loi tout court.

Ajoutons que la religion musulmane comporte une dimension offensive et violente. Mahomet était un guerrier, le développement de l'islam s'est fait essentiellement par des guerres de conquête, le djihad est prôné par le Coran et, aujourd'hui, l'islam est partie prenante dans la majorité des conflits que connaît notre planète. Que ce soit en Bosnie, au Kosovo, au Soudan, en Palestine, en Tchétchénie, au Cachemire,

L'islam et les femmes : une discrimination inacceptable

Le problème du port du foulard à l'école, dans la fonction publique ou sur les photos des pièces d'identité n'est pas anecdotique.

Le port du foulard est à la fois un acte militant contre notre civilisation européenne et chrétienne et la marque du statut d'infériorité, voire de servitude, imposé aux femmes par la loi coranique. Penser qu'il doit être accepté en vertu de la liberté religieuse est donc une double absurdité.

L'islamisation des mœurs fait courir aux femmes un grave danger de régression sociale car la condition des femmes dans les pays musulmans est généralement difficile. Et cela contrairement à une propagande complaisamment relayée par des « islamologues » qui connaissent mieux la Mamounia que les faubourgs de Kaboul.

Faut-il rappeler ce qui se cache – aussi – derrière la voile ?

Les mariages forcés, la tutelle exercée par les parents masculins, la polygamie, la banalisation de pratiques barbares à l'égard des adolescentes et des femmes...

Nos élu(e)s vont-ils tous se détourner du sort des femmes, comme Martine Aubry qui, toute honte bue, a mis en place des créneaux horaires distincts pour les filles et les garçons dans les piscines municipales de Lille afin de se conformer aux règles de l'islam ?

Dans un arrêt du 31 juillet 2001, la Cour européenne des droits de l'homme a reconnu l'incompatibilité entre islam et civilisation européenne. Les femmes françaises attendent que le gouvernement Raffarin n'en fasse pas moins et mette fin à l'islamisation de notre pays. Cela n'en prend pas le chemin.

Annick Martin

ça suffit ! République

en Indonésie. Sans parler du terrorisme islamique qui frappe partout dans le monde, y compris en Europe et aux États-Unis.

Non à l'islamisation de notre pays

Voilà pourquoi il ne faut pas se mettre la tête dans le sable et refuser la réalité : le développement de l'islam en France pose problème. Et, d'ailleurs, tous les responsables de bonne foi ne peuvent qu'en convenir : l'islam est chez nous dans une posture de conquête. Les musulmans en France n'admettent pas nos lois ni nos traditions, ils veulent les changer pour les adapter à leur religion. Ils entendent imposer le port du tchador pour leurs femmes aussi bien à l'école que dans les entreprises et les services publics. Ils veulent nous faire accepter leurs interdits alimentaires et leurs tabous. Déjà, la sécurité sociale prend en compte implicitement les cas de polygamie et les principes de la laïcité républicaine sont battus en brèche un peu partout.

C'est pourquoi, si la France ne résiste pas vigoureusement à ce processus d'islamisation, elle va connaître une grande régression de sa civilisation et de ses valeurs. Elle va aussi avoir à subir sur son sol de violents antagonismes entre communautés. Bref, elle risque d'être submergée par une culture étrangère.

Pour la civilisation européenne et chrétienne

Il faut donc affirmer avec force notre propre identité et redonner vigueur aux valeurs de notre civilisation européenne et chrétienne dont nous devons être fiers et que nous devons défendre avec assurance.

Dans cet esprit, il nous paraît vital de rétablir avec fermeté tous nos principes et notamment celui de la laïcité, selon lequel la pratique religieuse appartient à la sphère privée. L'islam n'a pas sa place en France dans la sphère publique.

Loïc Le Hénaud

Procurez-vous l'abécédaire de l'islamisation

Réalisé par Jean-Claude Rolinat et l'Observatoire de l'islamisation, cet abécédaire comporte deux volumes. Le premier est consacré à la subversion islamique dans le monde. Le second à l'islamisation de notre pays. Riche en informations, il vous donne tous les arguments pour informer les Français sur ce grave danger pour la République et la nation. Vous pouvez d'ores et déjà vous procurer le premier tome au siège du MNR. Coût : 2 euros.

Face à l'islamisation de la France

Le MNR agit !

Outre le tract de la page 12 de ce numéro du *Chêne*, la campagne du MNR contre l'islamisation de la France comprend une affiche et un autocollant disponibles dès maintenant auprès du siège national. Les affiches "Les Français avec Mégret" et "radio MNR" sont encore disponibles ainsi qu'un nouveau bandeau "m-n-r.com, le web de droite".



BON DE COMMANDE

A retourner à : MNR - 15, rue de Cronstadt 75015 Paris

Nom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Tél. : E-mail :

Islamisation, ça suffit - Défendons la République

AFFICHE 60 x 80lot(s) de 100 affiches à 18,80 € le lot soit..... €

ADHÉSIF 10 x 15lot(s) de 100 adhésifs à 7,90 € le lot soit €

m-n-r.com, le web de droite

BANDEAU 30 x 80lot(s) de 100 bandeaux à 13,20 € le lot soit €

Total du matériel €

Attention : le prix du port est égal au prix du matériel

Port €

TOTAL GÉNÉRAL..... €

Les commandes ne seront honorées qu'accompagnées de leur règlement. Compte tenu de son coût, le montant du port est présenté à part pour laisser aux fédérations la possibilité d'effectuer directement l'enlèvement au siège.

Le MNR reprend l'offensive

2004 : une liste MNR dans

Après une accalmie en 2003, l'année 2004 sera à nouveau l'occasion d'échéances électorales importantes. Le MNR entend bien être massivement présent pour y incarner la vraie droite. Il s'agit d'offrir une alternative face à l'UMP centriste qui s'aligne sur le politiquement correct et face à la boutique Le Pen qui ne sert que des intérêts familiaux. Sans bien sûr négliger les élections européennes et cantonales, le MNR concentrera ses efforts sur les régionales. Avec un objectif d'envergure : une liste MNR dans chaque région.

Notre mouvement doit se mettre en situation d'être présent aux échéances électorales de 2004.

Etre présent le plus largement possible

Certes, la réforme des modes de scrutin pour les élections régionales nous met en difficulté pour obtenir des élus. Mais, si nous voulons mettre en application notre stratégie de durée et d'enracinement, il importe que nous soyons présents le plus largement possible aux prochaines échéances.

Il nous faut donc trouver les moyens d'assurer la présence d'une liste MNR dans chacune des 22 régions de France. Cet objectif, s'il constitue pour notre mouvement un nouveau défi à relever, n'est cependant pas, loin de là, impossible à atteindre.

Le MNR a déjà relevé des défis plus difficiles

Depuis trois ans, notre mouvement a su étonner en participant systématiquement à toutes les consultations électorales. Aux cantonales, le MNR a présenté 1300 candidats (plus que la plupart des partis politiques). Aux municipales, il a mis en lice près de 400 listes MNR dans les villes de plus de 9 000 habitants (mieux que nos concurrents du FN, du MPF et du RPF).

À la présidentielle, nous avons réussi à obtenir les 500 parrainages de maires, et aux législatives, dans un contexte politique difficile, le MNR a investi des candidats dans chacune des 577 circonscriptions de France.

De même que nous avons relevé tous ces défis, nous parviendrons aussi à être présents aux élections régionales

de l'année prochaine car c'est indispensable pour assurer dans la durée la victoire de nos idées.

Une campagne autofinancée par les candidats

Pour y parvenir, il nous faut réunir les moyens humains et financiers permettant d'assurer une campagne électorale au coût minimum. Pour se faire, le financement des listes devra être assuré de façon décentralisée dans chaque région. Il convient pour cela de rechercher les sponsors qui pourraient nous aider. Mais il faut surtout prévoir la constitution des listes en demandant à chaque candidat de trouver une contribution dont le total permettra le financement de la campagne.

Une contribution moyenne de 500 €

Pour donner un exemple des ordres de grandeur, il a été estimé que le financement d'une liste pouvait être



Conseil national du 12 avril : le MNR en ordre de marche pour 2004

C'est dans une ambiance studieuse et conviviale que s'est tenu à Paris le conseil national du MNR. Plus de 250 membres du conseil national ont ainsi travaillé toute la journée afin de mettre le mouvement en ordre de bataille pour les échéances de 2004. La matinée a été consacrée à la réflexion et à l'analyse de la situation politique nationale et internationale (interventions de Philippe Milliau, Yves Dupont et Olivier Pichon) puis Jacques Gaillard et Annick Martin

ont fait le point sur la situation interne du MNR et plus particulièrement sur son appareil territorial. Après une intervention d'Alain Vauzelle qui a démontré que la situation financière du MNR était assainie, l'après-midi a été consacrée aux actions que le MNR mènera dans les semaines et les mois à venir. Le conseil s'est plus particulièrement préoccupé de mettre en place le dispositif de notre mouvement pour les élections cantonales, régionales et européennes (interventions de Bertrand Robert, Nicolas Bay et Arnaud de Perier). Enfin, Bruno Mégret a passé en revue les lacunes du gouvernement Raffarin, puis a souligné la crise idéologique majeure que traverse la gauche et qui ouvre des perspectives durables et de grande ampleur pour la vraie droite. Appelant de ses vœux une Europe puissante, indépendante et fière d'elle-même, le président du MNR a conclu à la nécessité pour le MNR de se tenir prêt à jouer un rôle important sur la scène politique. Cette journée marquante pour le MNR a permis aux membres du conseil national de se retrouver dans un esprit de camaraderie et de se préparer concrètement aux combats politiques à venir. Combats auxquels le MNR participera pour faire entendre sa différence et se présenter tel qu'il est vraiment : un mouvement de vraie droite au service des Français.

ns chaque région !

obtenue si chaque candidat apporte une contribution d'environ 1 000 euros, ce qui, compte tenu de la déduction fiscale que l'on peut obtenir, correspond à un don de 500 euros.

Dans chaque région, il doit donc être possible de réunir le nombre de candidats nécessaires, chacun apportant sa contribution. Pour éviter toute discrimination par l'argent, un candidat potentiel qui ne dispose pas de cette somme peut la collecter dans son entourage ou, à l'inverse, certaines personnes plus aisées qui ne souhaitent pas figurer sur une liste peuvent contribuer au financement d'une ou de plusieurs candidatures.

Lancer la mobilisation dès maintenant

Dès maintenant, va se constituer dans chaque région une équipe de pilotage autour des responsables locaux, secrétaire régional et secrétaires départementaux, chargée de mettre en place la recherche de candidats et assurer la mobilisation militante. D'ores et déjà, il vous est demandé de vous engager (document joint au présent numéro).

La commission nationale d'investiture a quant à elle déjà commencé à travailler et à désigner plusieurs têtes de liste. Les fédérations et les régions vont dès maintenant arrêter un ordre de bataille, une première liste de candidats et un plan de financement à soumettre à l'état-major du mouvement pour la rentrée.

Bertrand Robert

Elections cantonales : 500 candidats MNR

Si le MNR fait des élections régionales une priorité politique avec la mobilisation importante qui en découle, il n'est pas question pour autant de négliger les européennes et les cantonales dans lesquelles le mouvement sera présent d'une manière un peu moins systématique et plus ciblée. Ainsi, il y aura des candidats investis par le MNR dans plus de 500 cantons sélectionnés en fonction de notre implantation locale et des résultats antérieurement obtenus.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2003

La nouvelle donne politique et géopolitique

Saintes-Maries-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône)

Vendredi 29, samedi 30 et dimanche 31 août 2003

Vendredi 29 août : accueil des participants, séance plénière : discours de bienvenue "Le MNR : tenir, durer, gagner", ateliers : "La nouvelle donne politique", "L'échec socialiste : exemple de l'Education nationale", Les faux semblants de l'UMP : analyse du phénomène Sarkozy", "L'écologie : un terrain à conquérir", "Le FN : une imposture politique", séance plénière "Raffarin : un gouvernement en trompe-l'œil", "PS-FN : une opposition convenue", "Politique économique : à quand une vraie rupture avec le socialisme", dîner.

Samedi 30 août : ateliers thématiques : "Préparation des élections", "Régionales : constitution des listes, recherche des candidats", "Cantonales : organisation de la présence politique", "Campagnes : la communication maximale au coût minimum", "Argumentaire : le slogan mobilisateur", séances plénières : "Pour un monde multipolaire", "Les chocs de civilisation", "Pour une confédération de l'Europe des nations", déjeuner, excursion, soirée libre.

Dimanche 31 août : accueil, séances plénières : "Face à l'islamisation : un seul rempart, le MNR", "Face à l'américanisation : l'Europe des nations", "Face au socialo-mondialisme : le MNR, le renouveau à droite", "Élections : l'indispensable présence du MNR", discours de clôture de Bruno Mégret " Le MNR, une réponse aux nouveaux enjeux", déjeuner de clôture.

BULLETIN D'INSCRIPTION

(à renvoyer au siège, accompagné de votre règlement)

NOM : Prénom :
 Adresse :
 Code postal : Ville :
 Téléphone :
 N° carte d'adhérent MNR :

- Inscription pédagogique pour les 3 jours : 50 euros
- Repas individuels (cocher la ou les dates retenues) :
- Dîner du 29 août à 20h00 : 20 euros
- Déjeuner du 30 août à 13h00 : 20 euros
- Banquet du 31 août à 13h00 : 30 euros
- Forfait complet (inscription pédagogique + les repas des 29 et 30 août et le banquet du 31 août) : 120 euros

Pour ceux qui souhaiteraient prendre leur repas sur place le vendredi à midi avant l'ouverture de l'Université, il est recommandé de s'inscrire également.

- Déjeuner du 29 août à 12h30 : 20 euros

Le programme détaillé vous sera adressé à la réception de votre inscription.

La preuve par ses propres déclarations

Immigration : Sarkozy fait une politique de gauche

Il y a une légende Sarkozy. Selon cette légende, l'ancien maire de Neuilly serait le ministre à poigne qu'attendaient les Français pour résoudre avec fermeté et rigueur non seulement le problème de l'insécurité mais aussi celui de l'immigration. Or, cette légende est le fruit d'une connivence de fait entre le ministre de l'Intérieur et le lobby de l'immigration. Portrait du vrai Nicolas Sarkozy.

Le ministre de l'Intérieur a tiré les enseignements de l'élection présidentielle. Comme tout le monde, il a compris qu'une grande partie des votes qui se sont reportés sur les candidats de la droite nationale s'expliquent par l'exaspération croissante des Français à l'égard de l'immigration incontrôlée. Pour récupérer ces voix, M. Sarkozy a donc besoin de passer pour un dur. Mais cela doit rester purement virtuel car il ne lui est pas permis de

franchir dans son action les strictes frontières du politiquement correct. Quant aux tenants du lobby de l'immigration et aux professionnels de l'antiracisme, ils ont besoin que le ministre paraisse dur pour mobiliser leurs troupes, mais cette fermeté doit être de pure apparence afin de ne pas entraver l'avance de leurs idées. Chacun y trouve donc son compte. Car, si Sarkozy s'allignait officiellement sur la pensée unique, il y perdrait tout son crédit

politique et les lobbies de l'immigration toute leur utilité. En revanche, avec cette mise en scène, chacun se trouve valorisé sur le dos des Français qui, dans l'affaire, sont les dindons de la farce. Voilà comment persiste, contre toute raison, la légende d'un Sarkozy républicain intransigeant mettant fin au laxisme, alors que, ses propres déclarations en font foi, il accentue au contraire le pire laxisme de ses prédécesseurs.

Sarkozy favorable à l'immigration

● **Nicolas Sarkozy** : « Le thème de l'immigration zéro n'a aucun sens, car la France a construit son identité sur sa diversité » (le Figaro du 30 avril 2003).

Nicolas Sarkozy : « La France est un pays qui s'est construit sur la diversité et sur l'immigration. Ça doit continuer. Mais la France ne peut pas laisser rentrer tout le monde » (le Monde du 8 avril 2003).

☛ **Commentaire** : M. Sarkozy reprend ici l'argument classique du lobby de l'immigration selon lequel la France aurait toujours été un pays d'immigration. Or, cela est historiquement faux. De 550 à 1850 environ, pendant treize siècles, la France a reçu très peu d'immigrés sur le territoire qui la constitue aujourd'hui. Quant à l'immigration récente, elle a considérablement changé de nature depuis le XIX^e siècle. Si la France a réussi sans difficulté majeure à intégrer des étrangers tels que les Italiens, les Belges, les Polonais, les Portugais ou les Espagnols, c'est parce que tous ces peuples étaient unis par une même civilisation, une même conception de la vie. Or, on ne saurait en dire autant des populations immigrées qui arrivent massivement en France depuis une trentaine d'années. Prétendre établir un parallèle entre les immigrés d'hier et ceux d'aujourd'hui, entre les immigrés européens et les immigrés de contrées lointaines comme le fait M. Sarkozy, c'est donc tenir un raisonnement faux pour justifier une immigration massive que l'on approuve et que l'on veut voir se développer. Car affirmer par ailleurs que « ça doit continuer » est particulièrement scandaleux. C'est d'ailleurs le même langage que celui de M. Mitterrand qui tenait grandes ouvertes les frontières de notre pays tout en laissant son Premier ministre déclarer que « la France ne peut accueillir toute la misère du monde. »



“La France s'est construite sur l'immigration. Ça doit continuer.” Nicolas Sarkozy

Sarkozy pour le port du tchador

● **Le Monde** : « Le voile islamique à l'école doit-il faire l'objet d'une loi ? »

Nicolas Sarkozy : « Il y a une jurisprudence du Conseil d'Etat. Je m'en tiens là » (le Monde du 8 avril 2003).

☛ **Commentaire** : Pour décoder cette réponse du ministre de l'Intérieur, il faut savoir que le Conseil d'Etat a autorisé le port du voile islamique à l'école. Il faudrait donc une loi pour l'interdire. En refusant l'idée d'une loi, M. Sarkozy se prononce pour le port du tchador.

Sarkozy pour le maintien en France des criminels étrangers

● **Le Monde** : « Vous souhaitez également régler le problème de la double peine... »

Nicolas Sarkozy : La double peine est discriminatoire et injuste. L'objectif est que toute personne qui vivrait en France depuis dix ans, par exemple, qui serait mariée à une Française et aurait des enfants français, ne serait pas "éligible" à la double peine [...].

Le Monde : Y aura-t-il des exceptions ?

Nicolas Sarkozy : Il n'est pas sûr qu'il y aura des exceptions. [...] Je pense que même dans le cas de condamnations pour trafic de drogue, on peut considérer qu'il n'y a pas lieu de punir les enfants. De même, le vol avec violence, c'est grave, ça mérite de la prison, mais ça ne mérite pas de faire des enfants des orphelins.

Le Monde : Donc, pas d'exceptions du tout ?

Nicolas Sarkozy : La question du terrorisme mérite une exception » (Le Monde du 8 avril 2003).

☛ **Commentaire** : M. Sarkozy avoue ainsi qu'il va modifier la loi pour empêcher l'expulsion de France des étrangers qui y ont commis un crime ou un délit. De la sorte, il prend une position encore plus laxiste que son prédécesseur socialiste qui s'était toujours refusé à une telle mesure. On observera au passage que le ministre de l'Intérieur ne se limite pas aux délits les plus légers : il veut carrément garder sur notre sol les étrangers qui commettent des crimes aussi graves que le vol avec violence, le viol ou le trafic de drogue.

Maintenant, il est clair que les partisans de l'immigration, fussent-ils membres de l'UMP, ne veulent pas seulement maintenir en France les immigrés, qui travaillent et s'assimilent - ce qui pourrait se comprendre - mais tous les immigrés y compris ceux qui volent, violent, et tuent.

Sarkozy pour l'islamisation du pays

● **Nicolas Sarkozy** : « Poser comme postulat que l'islam est incompatible avec la république reviendrait ni plus ni moins qu'à interdire à certains Français de vivre un engagement que l'on reconnaît aux autres. C'est, au moins, de la discrimination, au pis du racisme » (Le Monde du 8 avril 2003).

☛ **Commentaire** : Est-il permis de rappeler à M. Sarkozy que l'islam veut que la société soit régie par la *charia*, la loi islamique et que celle-ci est contraire à des principes tels que les droits de l'homme, la liberté de la femme, la laïcité, la séparation de l'Église et de l'État ? Dire que l'islam est incompatible avec la république, ce n'est pas un postulat, c'est la conclusion d'un examen objectif. Et refuser de voir cette réalité, c'est accepter l'islamisation de notre pays.



Affirmer "que l'islam est incompatible avec la république (...), c'est du racisme" Nicolas Sarkozy

Sarkozy pour la préférence étrangère

● **Nicolas Sarkozy** : « La France est encore trop rigide. Elle ne reconnaît pas assez que, pour que chacun ait les mêmes droits, il faut accepter d'aider davantage les uns que les autres. L'unité nationale est à ce prix : tenir compte des handicaps pour donner à tous les mêmes chances. [...] La République est forte quand elle accepte la différence comme une richesse et qu'elle reconnaît que les handicaps doivent être corrigés par un effort particulier. Pour rétablir l'égalité des chances, la discrimination positive est une nécessité » (Le Monde du 2 mai 2003).

☛ **Commentaire** : En se prononçant pour la « discrimination positive », c'est-à-dire, en clair, pour la discrimination à rebours en faveur des immigrés, M. Sarkozy se prononce pour la « préférence étrangère ». Il nous propose ainsi d'abolir le principe républicain fondamental d'égalité des Français devant la loi. C'est au nom de ce principe de « discrimination positive » que, par le passé, de nombreux ministres socialistes ont favorisé par exemple l'accession d'immigrés à la fonction publique. La discrimination positive, c'est la priorité pour les immigrés. C'est une grande injustice à l'égard des Français. Car, pendant que Sarkozy prône la préférence étrangère, les tribunaux condamnent lourdement les partisans de la préférence nationale. Notons que c'est aussi une injustice à l'égard des immigrés qui ont fait l'effort personnel de s'assimiler. Car ils se verraient ainsi privés du bénéfice de cet effort au profit de ceux qui n'en ont fait aucun !

Dossier réalisé par Christophe Dessanti

En bref...

"Il va tester pour vous"

Pierre Bédier, secrétaire d'État aux Programmes immobiliers de la justice, vient d'être mis en examen et son domicile a été perquisitionné. Il est soupçonné d'avoir perçu des enveloppes d'argent liquide dans le cadre d'un marché entre la ville de Mantes-la-Jolie dont il est maire et une société. On comprend maintenant mieux pourquoi il veut construire de nouvelles prisons spacieuses et confortables...

Bruel flashé à plus de 200

Le chanteur Patrick Bruel n'est pas un citoyen comme les autres : flashé sur l'autoroute à 201 km/h, il n'a écopé que d'une suspension de permis de conduire de 72 heures. Pour avoir manifesté une telle mansuétude, les autorités devaient ignorer que M. Bruel a récemment pris des positions très fermes contre le danger islamique !

Cacophonie

Tandis que MM. Sarkozy et Ferry se disaient très confiants dans l'attitude des enseignants grévistes lors des examens et faisaient un éloge appuyé de l'état d'esprit des enseignants et de leur grande conscience professionnelle, Patrick Ollier (UMP) demandait au gouvernement de réquisitionner les enseignants et de placer les établissements scolaires sous haute surveillance, fustigeant l'attitude jusqu'au-boutiste des professeurs. On ne sait plus où en est le gouvernement. Lui non plus sans doute.

Bravo, Mme Bardot !

Les temps changent. Naguère Brigitte Bardot provoquait la fureur des ligues de vertu sexuelles. Désormais elle est fustigée et poursuivie en justice par les ligues de vertu dites antiracistes. Son crime ? Aimer passionnément la France et ne pas se résoudre à la voir défigurée.

Brigitte Bardot a toujours eu un problème avec les censeurs. C'est que cette femme de tempérament se moque comme d'une guigne des interdits du temps. Ce fut le cas dans les années 60 lorsque sa beauté libérée provoquait l'ire des ligues de vertu sexuelles. Et c'est maintenant le cas face aux procès que lui intentent les modernes ligues de vertu que sont le Mrap, la Licra et autres SOS-Racisme. Car les temps ont changé et il est, à l'évidence, devenu aujourd'hui bien plus périlleux d'exposer des idées nationales-conservatrices dans un livre que d'exposer ses charmes devant l'objectif des paparazzi.

Ainsi, tel un moderne Tartuffe, le dénommé Fogiel qui la reçut avec fort peu de courtoisie lors d'une soirée spéciale de France 3 ne criait pas ce soir-là : « Couvrez ce sein que je ne saurais voir », mais « Cachez ce patriotisme que je ne saurais souffrir ». Car là est le scandale : Brigitte Bardot, qui prêta naguère sa plastique à un superbe buste de Marianne, aime la France de tout son cœur, de toutes ses forces. Et elle souffre de la voir aujourd'hui bafouée et défigurée.

L'amour de la France

Ses adversaires prétendent que son livre est haineux. Il est vrai que Brigitte s'y montre bien en verve. Ses mots visent juste et frappent fort. A vrai dire, son "cri dans le silence" brise les uns après les autres les modernes idoles qui détruisent la France : l'égalitarisme, le cosmopolitisme de bazar, les "zavantages zacquis", le mondialisme branché, la pornographie envahissante, la bêtise télévisuelle, la culture gay et aussi - suprême scandale - l'islamisation galopante...

Mais, derrière la fureur des mots, on devine l'amour passionné, exigeant et blessé d'une grande Française pour son pays. Voilà pourquoi, ce "cri dans le silence", tous les adhérents et sympathisants du MNR vous remercient de l'avoir poussé avec autant de force et de courage, car, c'est, pour l'essentiel, aussi le leur.

Rémi Castin

Un cri dans le silence, Éditions du Rocher, 171 pages, 16 euros.



BB contre l'islamisation de la France

«Je suis contre l'islamisation de la France ! Cette allégeance obligatoire, cette soumission forcée me dégoûtent. Me voici peut-être encore fragilisée par l'ombre d'un procès, mais il n'est pas né celui qui m'empêchera de m'exprimer ! Nos aïeux, les anciens, nos grands-pères, nos pères ont donné leurs vies depuis des siècles pour chasser de France tous les envahisseurs successifs. Pour faire de notre pays une patrie libre qui n'ait à subir le joug d'aucun étranger. Or, depuis une vingtaine d'années, nous nous soumettons à une infiltration souterraine et dangereuse, non contrôlée, qui, non seulement ne se plie pas à nos lois et coutumes, mais encore, au fil des ans, tente de nous imposer les siennes.»

Brigitte Bardot
in *Un cri dans le silence*, p. 133

Nouvelles des fédérations et nominations

Nominations

Gilles Bredillot, qui quitte le Tarn-et-Garonne, est nommé secrétaire départemental de Charente.



Martine Charrac, nouvelle SD des Alpes-Maritimes

Martine Charrac est nommée secrétaire départemental des Alpes-Maritimes.

Thierry Lobre est nommé secrétaire départemental du Tarn-et-Garonne.

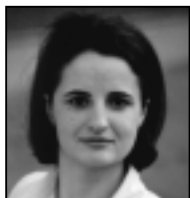
Michel Roux est nommé secrétaire départemental de la Dordogne.

Yves Crubelier est nommé secrétaire départemental du Rhône.



Yves Crubelier, nouveau SD du Rhône

Guido Omenetto est nommé secrétaire départemental de la Sarthe.



Séverine Souville directeur de cabinet de B. Mégret

Séverine Souville est nommée directeur de cabinet du président.

Tous nos remerciements vont bien sûr à **Annie Quiquempois**, **Xavier Caïtucoli**, **Michel Debever**, **Michèle**

Morel, et **Jean-Claude Barlemont**, qui les ont précédé avec dévouement à la tête de ces fédérations pendant plusieurs années, ainsi qu'à **Jérôme Denolle** qui a assumé depuis la créa-

tion du MNR la fonction délicate de directeur de cabinet du président.

Permanences

La permanence des Alpes-Maritimes déménage. Voici la nouvelle adresse : MNR 06, 19 avenue Auguste Renoir - 06800 Cagnes sur Mer.

Formation

Les cadres du MNR se renouvellent. Les nouveaux secrétaires départementaux et les nouveaux adjoints sont invités à participer à une journée de formation au siège le samedi 21 juin. S'inscrire auprès du secrétariat général (01 56 56 64 34).

Observatoire de l'islamisation

Jean-Claude Rolinat en charge de l'observatoire de l'islamisation vient de réaliser « L'abécédaire (non exhaustif) de la subversion islamiste dans le monde de A comme Afghanistan à Z comme Zanzibar » que vous pouvez vous procurer pour 2 € (à l'ordre de MNR).

Rappel : le *Livre noir de la Rhodésie blanche* de Jean-Claude Rolinat est toujours disponible, à commander à J.-C. Rolinat - BP 41 - 77480 Bray-sur-Seine.

Remerciements

Aux militants et organisateurs de la traditionnelle fête de Marignane qui s'est déroulée le 11 mai et à l'équipe du Loiret qui a organisé la fête champêtre de Coullons le 1^{er} juin.

Prochains rendez-vous

Gard - Dimanche 15 juin : fête du MNR du Gard au château de Soustelle avec Bruno Mégret, Michel Servile, secrétaire départemental et Elisabeth Pascal, conseiller régional de Languedoc-Roussillon.

Renseignements au 04 66 74 37 67

Nantes - Jeudi 19 juin : dîner-débat à Nantes avec Annick Martin, secrétaire générale, et Arnaud de Perier, secrétaire départemental et président du groupe à la région des Pays-de-la-Loire.

Renseignements au 02 40 69 56 79

Amiens - Samedi 21 juin : dîner-débat à Amiens avec Loïc Le Hénand, membre du bureau national et conseiller régional d'Ile-de-France, et Yves Dupille, secrétaire départemental.

PACA - Samedi 21 juin : fête provençale du MNR, à Brignoles (Var) avec Bruno Mégret et Jean-Yves Waquet, secrétaire régional de la région PACA.

Renseignements au 04 94 03 39 42

Paris - Mercredi 25 juin : dîner-débat à Paris avec Bruno Mégret, Bertrand Robert, secrétaire départemental, et les responsables d'arrondissement de la fédération.

Renseignements auprès de Florence Drillon au 01 56 56 64 34

Bretagne - Dimanche 6 juillet : fête régionale de Bretagne en présence de Bruno Mégret et autour de Lionel David, secrétaire régional, de Claude Lemeunier, SD du Morbihan, de Raymond Blanc, SD des Côtes-d'Armor, de Pierre Janton, SD de l'Ille-et-Vilaine, d'Olivier Morize, SD du Finistère.

Renseignements au 02 99 60 81 33.
Inscriptions : Mme Bouriez au 02 23 40 47 68

Ile-de-France - Dimanche 14 septembre : fête régionale d'Ile-de-France dans le Val-d'Oise.

Renseignements au 01 39 97 99 22

Élections régionales : tournée de lancement

Afin de lancer les listes pour les élections régionales de 2004 avec les cadres départementaux et régionaux, Bruno Mégret, Annick Martin, Jacques Gaillard, délégué à l'encadrement, Alain Vauzelle, trésorier national, et Nicolas Bay, délégué aux élections, animeront les premières réunions au cours de ce mois. Le 6 juin, ils seront à Grenoble, le 7 juin à Nantes, le 13 juin à Bourges, le 17 juin à Paris, le 20 juin à Évreux, le 22 juin à Montauban et le 28 juin à Dijon.

Islamisation, ça suffit!



■ L'islam n'est pas compatible avec notre civilisation

Les musulmans ont bien sûr le droit de pratiquer leur religion. Mais nous ne voulons pas qu'ils nous imposent leurs valeurs et leurs coutumes et qu'on change pour eux les lois de la république. Nous refusons l'islamisation de la France.

■ Non à l'islamisation de notre pays qui menace la république

Le port du tchador, les interdits alimentaires, la polygamie qui se banalise en France, la construction de mosquées monumentales, autant d'exemples qui montrent que l'islamisation est en route et menace tous les principes de la république.

■ Défendons notre civilisation européenne et chrétienne

La France doit affirmer sans complexe son identité et redonner leur place aux valeurs de notre civilisation européenne et chrétienne. La laïcité républicaine doit s'imposer et la pratique de l'islam doit rester une affaire privée.

Avec le MNR et Bruno Mégret défendons la République !



Nom..... Prénom.....

Adresse.....

..... Tel. :

J'apporte mon soutien au MNR et à Bruno Mégret et verse la somme de € (chèque à l'ordre de "AF MNR").

Je souhaite recevoir, gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation sur le programme et l'action du MNR.

A RENVoyer à : MNR - 15, RUE DE CRONSTADT - 75015 PARIS ● RADIO MNR : 08 92 69 69 26



Mouvement national républicain

MNR - MĒGRET

www.m-n-r.com

Photo: A. de la... sur la... photo...

«Conformément à l'article 27 de la Loi du 6 janvier 1978, vous pouvez faire procéder à tout moment à la radiation ou à la modification des données nominatives vous concernant.»